

Comprendre ma *FACTURE* d'eau

On devrait parler de
« prix des services de
distribution d'eau et
d'assainissement »
et non de « prix de l'eau »

L'eau est souvent perçue comme un bien commun offert par la nature.

Toutefois, elle est rarement potable à l'état brut et ne s'achemine pas seule jusque dans nos foyers.

En réalité, la facture d'eau représente le tarif nécessaire pour protéger et capter la ressource en eau, la rendre potable, la distribuer dans tous les foyers, puis la récupérer dans un système d'assainissement qui la rejette dans le milieu naturel après épuration.

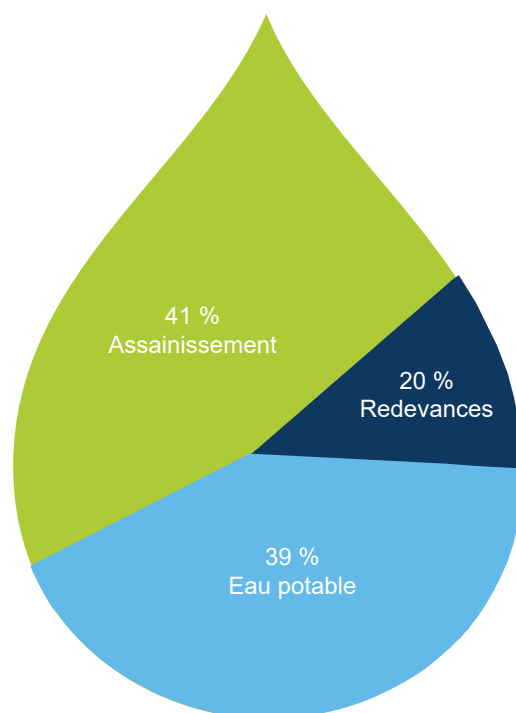
Ainsi, la facture c'est l'ensemble des services de distribution d'eau et d'assainissement.

Les différents postes de ma facture

Contrairement à d'autres pays, en France, le financement du service public de l'eau est intégralement assuré par les factures d'eau. Il est courant de dire « **l'eau paie l'eau** ».

Les factures en France se composent de :

- **39 % : la distribution de l'eau potable.**
Pour capter, traiter, contrôler la qualité de l'eau et l'acheminer aux robinets.
- **41 % : l'assainissement**
Pour la collecte et le traitement des eaux usées avant leur retour dans le milieu naturel.
(Exceptée pour ceux qui ne sont pas desservies par le réseau collectif)
- **20 % : redevances pour les organismes publics**
(Agences de l'eau, Etat...)
Pour ensuite être redistribuées sous formes d'aides financières aux collectivités et acteurs de l'eau.



Les factures comprennent une partie fixe liée à l'abonnement et une partie variable liée au volume d'eau consommée.

Qui décide du prix de l'eau ?

L'eau et l'assainissement sont des services publics. La décision du prix de l'eau revient donc à vos élus.

Lorsque la commune fait le choix de se regrouper avec d'autres municipalités, comme ici, en formant la Régie Des Eaux de la Dordogne (RDE 24), ce sont les élus qui siègent qui décident du prix de l'eau de manière annuelle. Au moins un élu de votre commune en fait partie.

Le prix de l'eau peut varier selon le contexte local (qualité de la ressource, topographie, densité de l'habitat ...), de la vétusté des infrastructures et des impératifs réglementaires. Le secteur exploité par RDE 24 présente de nombreux enjeux au niveau de l'entretien patrimonial mais également des besoins de sécurisation. Les besoins d'investissements s'élèvent à 28 500 000 € HT supportés par les 14 000 abonnés du service.

Depuis 8 ans, RDE 24 propose l'un des tarifs de l'eau le plus bas du département. Les besoins de sécurisation et de modernisation des infrastructures a conduit les élus à voter une augmentation de ce dernier.

Un équilibre fragile

En France, le prix de l'eau repose principalement sur la consommation des abonnés.

Pourtant, grâce à une prise de conscience collective, nous consommons de moins en moins d'eau, une excellente nouvelle pour la protection de la ressource.

Mais cette baisse de consommation pose un paradoxe : les recettes des services d'eau et d'assainissement diminuent, alors même que les coûts pour entretenir les réseaux et garantir une eau de qualité augmentent.

Le saviez-vous ?

L'eau du robinet est
l'aliment le plus
contrôlé en France.

L'eau du robinet est

*200 fois
moins
chère*

que celle en bouteille.

Pour en savoir plus : www.smde24.fr

